

Unité départementale des Bouches du Rhône
16, rue Zattara
CS 70248
Cedex 03
13331 Marseille

Marseille, le 04/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



PAPREC CHANTIERS 13

Rue Augustin Roux
ZI de la Lauzière
13015 MARSEILLE 15

Références : D-1232-MRS-2022
Code AIOT dans GUN : 0006405288

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2022 dans l'établissement PAPREC CHANTIERS 13 implanté Rue Augustin Roux, ZI de la Lauzière, 13015 MARSEILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection vise à vérifier le retour à la conformité suite aux non-conformités relevées lors de la visite du 6 avril 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC CHANTIERS 13
- Rue Augustin Roux, ZI de la Lauzière, 13015 MARSEILLE
- Code AIOT dans GUN : 0006405288
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement effectue du tri, transit, regroupement de déchets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eau superficielle (consigne et signalement de la vanne),
- Poteaux incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Eau - isolement	Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 4.2.4.2	/	Sans objet
Poteaux incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués ont permis de solder les non-conformités relevées lors de la précédente visite. L'Inspection ne propose pas de suite à l'issue du contrôle.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Eau - isolement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2006, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du réseau de collecte
Prescription contrôlée : Un dispositif doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 6 avril 2022, l'exploitant n'avait pas été en mesure de montrer la consigne relative à "la manipulation de la vanne de rétention des eaux incendie". Par ailleurs, la vanne n'était pas signalée sur le terrain. Lors de la visite du 11 juillet 2022, l'exploitant a montré la consigne qui explique comment procéder en cas d'incendie ou de déversement accidentel de produits toxiques ou dangereux. Par ailleurs, l'Inspection a constaté la mise en place d'un panneau permettant de localiser la vanne.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, vérification périodique poteux incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 6 avril 2022, l'exploitant n'avait pas présenté de contrôle en simultané de poteaux incendie. Il indiquait que l'un d'entre eux était endommagé et nécessitait une intervention pour le remplacer. En outre, par courriel du 13 juin 2022, l'exploitant informait l'Inspection et le bataillon des marins pompiers de Marseille de l'arrachage du poteau incendie le plus proche de l'établissement PAPREC. Lors de la visite d'inspection du 11 juillet 2022, l'Inspection a constaté la réparation des deux poteaux incendie détériorés. L'exploitant a également fourni un rapport de contrôle de la société Eurofeu daté du 7 juillet 2022 qui indique en simultané une pression de 213 m ³ /h et 225 m ³ /h pour les deux poteaux contrôlés.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet